Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 114 (1969)
Heft: 10

Artikel: Les "trois voies" du communisme d'après Prague
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343514

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les « Trois voies » du communisme d'après Prague [1]

I. INTRODUCTION

A l'origine était l'Union soviétique, « Patrie de tous les prolétaires »... Elle incarnait le monde communiste, lui dictait sa loi... Et voici que Moscou cesse d'être La Mecque du mouvement.

En effet, deux grandes évolutions ont concrétisé cette détérioration de l'antérieur monopole russe : celle de la Chine Rouge et celle des partenaires — ou du moins de quelques-uns d'entre eux — de l'Organisation du Pacte de Varsovie et du Comecon.

— Vis-à-vis de Pékin, la rupture est désormais consommée[2]. Le grand pays jaune devient le concurrent puissant de l'Union soviétique sur le plan de la « doctrine » marxiste, comme sur celui de la compétition internationale qui doit conduire, pense Mao Tsé-Toung, la République jaune au rang de puissance mondiale.

— Pour les satellites de l'URSS, l'opération de dégagement s'avère plus difficile, car ces petits Etats sont insuffisamment armés pour pouvoir imposer à leur puissance-guide la prise en considération de leurs particularismes nationaux.

En fait, seule la Yougoslavie a entièrement réussi à éviter à la fois le Pacte de Varsovie et le Comecon. Et la Roumanie a pu espérer, elle aussi, échapper à la double emprise, du moins partiellement. Elle a eu l'audace d'envoyer un télégramme de sympathie au 9° congrès du P. C. C. et de critiquer, lors de la grande réunion communiste de Moscou, la condamnation de la Chine de Mao.

A vrai dire, elle a pu agir de la sorte en raison de sa position géographiquement marginale par rapport aux deux organisations présidées par l'Union soviétique. En effet, l'enjeu représenté par ce petit pays ne justifiait pas, aux yeux des « durs » du Kremlin, les inconvénients que

[1] Nous sommes particulièrement heureux de publier cette remarquable « appréciation de la situation » et nous en remercions l'auteur. Elle confirme, sur bien des points, ce que nous nous efforçons de mettre en lumière dans nos simples notes sur l'OTAN et elle devrait ouvrir les yeux à ceux qui ont la charge de défendre un créneau, un hiatus, du Centre-Europe, face à tous les azimuths. Mft

[2] Cet article a été écrit avant la visite de M. Kossyguine à Pékin. Mais nous attendons la suite. Réd.

pouvait comporter sur le plan international une intervention militaire contre la Roumanie défaillante.

Il n'en était pas de même pour la Tchécoslovaquie. La presse occidentale a souvent rappelé, ces temps derniers, le mot de Bismarck : « Qui tient la Bohême, tient l'Europe ». En effet, la plate-forme tchèque constitue la clé de voûte du dispositif stratégique du Pacte de Varsovie. Excellente base de départ pour une éventuelle action contre la République fédérale, elle permettrait un appui facile aux « durs » de l'autre Allemagne et, dans un deuxième temps, une poussée sur le Rhin, sous un prétexte qui serait vite trouvé.

Il convient de remarquer ici qu'en face de la Bohême le IIe Corps ouest-allemand a l'impossible mission de garantir tout l'espace entre Main et Danube, soit 150 km de front, avec seulement 5 divisions. Et cela, devant un ennemi en forces et libre de sa direction d'attaque...

Bref, du point de vue stratégique, l'occupation du territoire tchèque par les Russes s'explique aisément. Mais c'est surtout un argument politique qui a justifié l'intervention d'août 1968. Le libéralisme de Prague représentait pour l'Union soviétique un danger de contagion à l'intérieur du monde communiste et de la Russie elle-même. Et cela, les « stalinistes » de Moscou ne pouvaient pas l'admettre. Car — une évocation du « manifeste » de Sakharov nous le fera apparaître au cours de notre exposé — le marxisme « dur » commençait à être remis en cause en URSS.

Dans l'immédiat, les communistes nationaux et le marxisme humain d'une élite russe ont donc été bloqués par le coup de force de Prague. Le tout est de savoir dans quelle mesure ces mouvements généreux sauront survivre au « printemps » tchèque.

Quoi qu'il en soit, il existe actuellement deux mouvements « durs », le soviétique et le chinois. Que représentent-ils au juste et n'est-il pas possible de concevoir — ne serait-ce qu'à longue échéance — une « troisième voie » du communisme de demain ?

II. LA RUSSIE SOVIÉTIQUE ET SON « CRÉPUSCULE »

Dans la nouvelle image du communisme contemporain, l'Union soviétique ne domine plus le marxisme mondial. Elle n'est plus, avons-nous déjà constaté, que la puissance-guide de l'Organisation du Pacte de Varsovie et du Comecon.

En dehors de cette sphère d'influence, limitée, c'est maintenant Mao Tsé-Toung qui cherche à imposer sa loi en invoquant — outre la pureté de la foi marxiste-léniniste dont il se proclame le dépositaire — la solidarité des peuples non européens. Et son second, Lin Piao, prépare le grand assaut des « ruraux » d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre le capitalisme de l'Ancien et du Nouveau-Monde ainsi que contre les « déviationnistes russes, alliés aux impérialistes américains ».

En dépit de cette compétition de l'autre Grand marxiste, l'Union soviétique, bien qu'ayant incontestablement dépassé le zénith de sa courbe de puissance, constitue encore vis-à-vis de l'Occident une constante potentielle menace, indirecte surtout.

Certes, des auteurs connus et compétents — Michel Garder notamment — nous ont annoncé le « commencement de la fin du régime » en Russie communiste. De même, nos économistes s'extasient devant les théories de l'« Ecole de Kharkov », considérées comme une substantielle concession à l'esprit occidental. Certes, l'enseignement du professeur Liberman représente un fait nouveau non négligeable. La réforme de 1965, inspirée par cette doctrine, a en effet considérablement adouci l'antérieure rigidité de la planification soviétique et les entreprises russes, libérées de l'ancienne centralisation à outrance, sont maintenant incitées à réaliser des « bénéfices »...

Mais il s'agit là davantage d'une meilleure perception des lois naturelles de l'économie que d'un ralliement pur et simple aux idées occidentales. Et l'on aurait tort de croire à une Russie industrielle qui serait tout bonnement composée d'un ensemble de « Régies Renault » soviétiques.

Toutefois, les nouvelles dispositions adoptées doivent faciliter les relations commerciales avec le monde capitaliste, puisque les techniciens des deux camps parlent désormais un langage sensiblement plus rapproché. Et ce fait doit contribuer à des rapports Est-Ouest plus aisés.

Certes, l'histoire nous apprend que généralement les révolutions perdent leur caractère révolutionnaire au cours des années. Et Dabernat, dans ses « nouveaux bolchéviks », nous montre que les Russes n'échappent pas à cette règle. Certes, le Soviétique moyen s'accommode fort bien de l'organisation collective de son pays. Mais un certain individualisme se manifeste chez lui, ainsi qu'une curiosité pour le monde extérieur, voire une ouverture à l'Ouest.

Or, ce phénomène, qui se développe surtout dans une fraction de l'intelligentsia russe, est freiné par la fraction « dure » des dirigeants, qui a été à l'origine du deuxième coup de Prague.

Et ainsi, malgré une réelle évolution du peuple qui aspire surtout à ce niveau de vie américain que lui a jadis promis Khrouchtchev et une prise de conscience libérale d'une élite, les hommes au pouvoir se raidissent contre toute émancipation intellectuelle ou politique à l'intérieur de l'URSS et chez les « peuples-frères ».

L'intervention en Tchécoslovaquie a été précisément une sorte de fuite en avant des « durs » du Kremlin pour le maintien de leur autorité sur l'ensemble du bloc de l'Est européen.

Ce geste brutal était d'ailleurs bien une affaire intérieure du monde communiste d'obédience moscoutaire. Et ses auteurs se sont empressés d'expliquer ce fait aux dirigeants occidentaux, en leur faisant valoir que cette dispute de famille ne portait nullement atteinte à la volonté soviétique d'une coexistence pacifique constante.

Dans un deuxième temps, les maîtres de l'Union soviétique ont même fait un pas de plus dans la voie de la coopération avec l'Ouest en attirant l'attention des gouvernements atlantiques sur le « danger jaune ». Et cette démarche de Moscou sembler confirmer la thèse jadis formulée par l'amiral Castex. Ce grand géostratège nous annonçait, en effet — à longue échéance il est vrai — une Russie, « avant-garde de l'Occident » face au péril chinois.

En attendant cette évolution lointaine, l'Union soviétique est tenue par trois solidarités parfois contradictoires :

— la communiste,
— celle des deux Grands,
— l'européenne, face à la Chine.

Dans l'immédiat, cette dernière est réconfortante pour les nations atlantiques. Car Moscou peut difficilement faire face sur deux fronts. Mais c'est là une circonstance du moment. *Des renversements d'alliances sont toujours à redouter*[1], notamment chez les pays communistes, pour qui la fixité des objectifs stratégiques n'exclut nullement une constante mobilité « tactique ».

En outre, la guerre est un phénomène éminemment irrationnel. Elle

[1] C'est nous qui soulignons. Réd.

peut donc éclater à tout moment dans le contexte géopolitique — si incertain — du moment.

La précarité de l'actuelle « absence de guerre » est d'autant plus inquiétante que la Russie est un peuple de 230 millions d'habitants et qu'elle préside à une puissante coalition, dont le général Lemnitzer déclarait en octobre 1968 : « Les pays du Pacte de Varsovie possèdent les forces armées les plus puissantes du monde d'aujourd'hui. Elles sont appuyées par d'abondants moyens aériens tactiques et nucléaires et de plus il existe des moyens nucléaires stratégiques susceptibles d'infliger à l'Occident des dommages catastrophiques... ».

— *Le potentiel militaire de l'Est* comprend en effet :

1°) *Une immense armée de terre soviétique de plus de deux millions d'hommes, augmentée — du moins théoriquement — des quelque 800 000 soldats satellites.*

Les forces russes sont organisées en environ 140 divisions ainsi réparties :

— 36 en Europe centrale,
— 50 en Russie d'Europe,
— 40 en Russie centrale,
— 15 en Extrême-Orient.

Même en supposant un prélèvement sur le groupement central, au profit du front d'Asie, on peut donc admettre qu'environ 100 divisions soviétiques sont constamment disponibles pour un éventuel engagement à l'Ouest.

Si nous considérons le pays le plus immédiatement menacé, l'Allemagne fédérale, nous constatons face à celle-ci une considérable supériorité communiste. En effet, le dispositif atlantique stationné en R. F. A. comprend en tout environ 24 divisions :

— 12 allemandes, 5 américaines, 3 britanniques, 2 françaises, 2 belges, 1/3 de division canadienne.

Face à ces 24 divisions l'Organisation du Pacte de Varsovie met en première ligne :

— 30 divisions soviétiques, 6 est-allemandes,

et en deuxième ligne :

— 6 soviétiques, 16 polonaises et 6 hongroises (abstraction faite des troupes tchèques).

En somme : 36 divisions, pouvant être renforcées par une vingtaine de deuxième échelon, soit 56 au total.

Mais le dispositif communiste n'a pas seulement l'avantage du nombre. Il bénéficie en outre d'une disponibilité immédiate. Lorsque l'ordre d'intervention vint de Moscou, en août 1968, il ne fallut pas vingt-quatre heures pour envahir la Tchécoslovaquie vers quatre destinations :

1) *Sur l'axe Halle-Pilsen-Budweis,*
avec la 1re Armée soviétique de la Garde (4 divisions) et la 11e division est-allemande motorisée,

2) *Sur l'axe Dresde-Prague,*
avec la 20e Armée soviétique de la Garde (5 divisions) et la 7e division est-allemande,

3) *Vers les défilés des Sudètes et la région Bohême du Nord-Moravie,*
avec une armée polonaise (4 divisions),

4) *Vers la Slovaquie,*
avec 5 divisions soviétiques.

En outre, 20 régiments d'aviation soviétique, venant du sud de l'Allemagne de l'Est, occupèrent promptement les aérodromes tchécoslovaques.

L'opération fut la suite logique de trois exercices des troupes du Pacte de Varsovie, savamment étalés dans le temps :

— un exercice d'état-major, fin juin,
— un exercice de protection Niémen, avec mobilisation partielle en Russie occidentale, fin juillet,
— un exercice de défense aérienne, fin juillet.

Le déploiement actuel rendrait plus facile encore la surprise en cas d'attaque. Les forces terrestres seraient appuyées par une aviation adéquate.

2°) *L'aviation des forces du Pacte de Varsovie est inférieure en nombre à celle de l'Alliance atlantique, mais consacrée essentiellement à l'appui des armées de terre.*

En effet, l'Organisation dispose de 10 000 avions soviétiques et de quelques milliers d'appareils satellites. Mais la proportion d'aviation d'appui est très importante. Toutefois, il convient de remarquer le développement de l'aérotransport avec l'emploi de l'aviation civile. Même des unités de chars ont été acheminées par air, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

3°) *La marine soviétique a été sensiblement rénovée et ses principales unités datent des années soixante.*

Elle semble devoir jouer un rôle accru dans l'avenir. Deux faits sont à signaler :

— *l'existence de nombreux sous-marins* (400 environ), dont une quarantaine à propulsion atomique,

— *la présence de nombreux bâtiments soviétiques en Méditerranée.*

On signalait, au plus fort de la crise récente du Moyen-Orient, une cinquantaine d'unités russes dans les eaux méditerranéennes, dont 3 croiseurs, 6 destroyers, armés de fusées, une dizaine de sous-marins, des bâtiments de débarquement pour troupes de Marine, un croiseur porte-hélicoptères et 2 frégates.

Certes, cette force était nettement inférieure à la VI° flotte américaine, dotée notamment de deux porte-avions. Toutefois, ces unités soviétiques surveillent celles des Etats-Unis, à qui l'accès des ports arabes reste interdit.

Mais surtout cette présence navale russe est un acte politique. Elle concrétise cet « accès aux mers chaudes », vieux rêve inassouvi des tsars. Elle sert de support à l'action soviétique dans le monde arabe, notamment à une politique du pétrole du Moyen-Orient.

On parle encore souvent de la prétendue faiblesse de la marine russe : sa répartition géographique en quatre flottes partielles très séparées et incapables de se réunir pour former une force navale comparable à la 7th Fleet USA. Mais cette infériorité disparaîtra le jour où sera réalisée la liaison par le canal de la Baltique à la mer Noire.

4°) *Quant aux moyens nucléaires soviétiques, ils se sont rapprochés de ceux des Etats-Unis.*

Dans le document « The military balance », publié chaque année par l'Institut d'études stratégiques de Londres, il est dit dans les prévisions

pour 1968-1969 — parues en 1968 — que les forces stratégiques soviétiques ont vu doubler le nombre des missiles intercontinentaux depuis 1967. En outre, une défense partielle antimissile, à base de missiles antimissiles Galosh, est organisée autour de Moscou.

Dans un domaine différent, mais qui offre également des possibilités d'ordre stratégique, il convient de mentionner l'expérimentation par l'URSS d'un système d'interception des satellites, que laisse supposer un document officiel américain. Il s'agit des Cosmos-249 et 252, explosés lors de leur passage à proximité de Cosmos-248, autre satellite. Certains experts voient dans cette expérience la mise en œuvre d'un programme pour l'utilisation militaire de l'espace, en dépit du traité imposant la non-utilisation de ce dernier pour des fins stratégiques.

Telles sont les possibilités militaires du bloc soviétique. Elles prennent toute leur valeur du fait de l'organisation du Pacte de Varsovie, concrétisation institutionnelle de la mainmise politique et militaire de Moscou sur ses alliés.

En effet, trois instances marquent cette double prédominance du Kremlin dans l'alliance :

1°) *Le Conseil consultatif,* théorique autorité politique suprême de l'organisation. Mais ne siégeant que rarement avec les représentants égaux de tous les Etats-membres, il est pratiquement supplanté dans ses attributions par son émanation permanente, le Secrétariat unifié.

2°) *Le Secrétariat unifié,* présidé par son chef tout-puissant, un Soviétique, actuellement le général Chtemenko, stalinien réinstallé dans la hiérarchie russe qui cumule ces fonctions avec celles de chef d'état-major du Commandement unifié.

3°) *Le Commandement unifié* — instance militaire suprême des forces du Pacte de Varsovie — exercé par un maréchal soviétique, le maréchal Yakoubovski. Détenant une autorité totale sur l'ensemble des forces de l'Est, alors que les commandants en chef satellites ne disposent que de leurs propres troupes nationales, il subit lui-même le contrôle constant de son chef d'état-major, son supérieur en tant que secrétaire général, émanation du pouvoir politique suprême, donc du Kremlin.

En bref, l'organisation du Pacte de Varsovie, instrument de l'hégémonie politique et militaire russe vis-à-vis des satellites de l'URSS, est

conçue de manière telle qu'elle garantit à la fois la fidélité des associés et le loyalisme du commandant en chef soviétique vis-à-vis des « durs » de Moscou.

* * *

Il résulte des constatations qui précèdent que l'Union soviétique — qui préserve ses intérêts économiques dans le cadre du Comecon dans l'ensemble du bloc de son obédience — jouit toujours d'un potentiel militaire de tout premier ordre du fait :

— des constantes *améliorations techniques* de ses forces armées,
— de l'existence de *forces d'intervention soviétiques et satellites importantes*, bien en main grâce à une organisation unique au monde,
— d'une *mobilité navale accrue*, notamment en Méditerranée,
— d'une *parité nucléaire* entre les moyens russes et américains.

Si donc nous supposons — à titre d'hypothèse de travail — une Russie libre de ses mouvements, soit par arrangement temporaire avec la Chine, soit en raison d'une neutralisation de cette dernière par des difficultés intérieures ou extérieures, les possibilités vis-à-vis de l'Ouest apparaissent comme considérables.

Les moyens soviétiques, en effet, correspondent aussi bien à une guerre nucléaire qu'à des opérations de type conventionnel. Il semble d'ailleurs que la doctrine russe s'oriente de plus en plus vers une « escalade » à base d'armes classiques, si nous en croyons un article du général Yakoubovski lui-même. L'attaque « préemptive », antérieurement envisagée d'emblée par l'équipe du général Sokolovski contre les armes atomiques, semble être moins probable. Elle perd de sa crédibilité du fait des mesures prises pour la sauvegarde du potentiel nucléaire occidental : dispersion des sites de lancement et leur ensilage ; mobilité des armes sur terre et en mer, sur engins porteurs ou sur sous-marins...

Par contre, les immenses armées terrestres de l'Est, appuyées par une aviation adéquate, et bénéficiant de bonnes bases de départ permettant l'effet de surprise, constituent *l'instrument idéal d'une attaque par submersion de l'Europe atlantique.*

Devant cette menace latente les experts atlantiques se sont interrogés. Et, longtemps avant la situation créée par l'invasion d'août 1968, les spécialistes américains eux-mêmes constataient :

1°) *Un avantage immédiat en faveur de l'Est,* au moment de l'agression. Cette situation s'est aggravée en août dernier. Désormais, avons-nous vu, les 27 divisions atlantiques de Centre-Europe se trouvent à faible distance de 60 divisions environ, dont 36 soviétiques.

2°) *Une situation favorable aux Occidentaux après 30 jours,* du fait des renforts américains transportés par air des Etats-Unis en Europe.

Dans ces conditions, le risque, vu d'Amérique du moins, semblait acceptable. En fait, l'efficacité de l'intervention américaine présupposait :

— une Europe non submergée d'emblée par les masses soviétiques dans leur guerre-éclair,

— des renforts d'outre-Atlantique non seulement acheminés, mais débarqués, regroupés, puis transportés vers le front et engagés.

En fait — et *même avant les événements de 1968 — toute la stratégie de l'OTAN était ainsi remise en cause.* Car, dans la situation actuelle, la nation-guide de l'Ouest se trouverait dans la cruelle alternative :

— *ou bien de déclencher — faute de forces conventionnelles suffisantes — l'apocalypse nucléaire* que précisément tout le monde voulait éviter (opinion partagée, semble-t-il, par le général Lemnitzer),

— *ou bien d'admettre le fait accompli de la conquête de l'Europe occidentale par les Soviétiques.*

Telle nous apparaît la réalité, compte non tenu de la menace chinoise. Mais que représente celle-ci ? En d'autres termes, quelle est la Chine de Mao Tsé-Toung ?

(à suivre)

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER